



Session 1, UN Tax Convention Negotiations | August 11 - 15, 2025
August, 4, 2025 – General Statement
Intervention by Ryad Selmani - CCFD-Terre Solidaire

Merci Monsieur le Président,

Je souhaiterais m'exprimer au sujet de l'ambition de ce processus historique qui nous réunit aujourd'hui. Le mandat donné par l'Assemblée générale des Nations unies à cette Convention pour la coopération fiscale internationale, est clair.

Il ne s'agit pas ici d'écrire un simple corpus de règles techniques non-contraignantes, de mécanismes optionnels, de principes faibles, et d'engagements, à tout moment, révocables. Il s'agit de mettre en place un système fiscal international juste, inclusif, transparent et équitable, qui contribue véritablement au développement durable, lutte efficacement contre les abus, et donne enfin une voix égale à chaque pays.

Si défendre une Convention ambitieuse signifie rompre avec à un système fiscal injuste et à bout de souffle, alors oui nous soutiendrons coûte que coûte un processus, le plus ambitieux possible. C'est bien une question de justice, et ce processus ne saurait être qualifié de duplication, car il est bien inédit.

Ce n'est pas la coopération fiscale, qui menace la souveraineté des Etats, mais bien l'évasion et l'injustice fiscale. Et cette injustice est rendue possible parce qu'un petit groupe de pays est en mesure d'imposer des pratiques fiscales abusives qui compromettent la capacité de tous les autres, tant dans le Nord que dans le Sud, à percevoir efficacement les impôts. Cette coopération, ne peut plus être une option car c'est une nécessité.

Elle ne peut non plus être complémentaire d'un cadre, celui de l'OCDE, qui a tout simplement échoué, dont le premier pilier mort-né, et dont le deuxième est désormais une impasse, miné par les retraits, les exemptions, les concessions successives, un effondrement total de son ambition et une injustice flagrante. Des règles dont on sait qu'elles ne deviendront jamais globales.

Mais l'espoir est permis, et nous pouvons dès aujourd'hui saisir cette opportunité du siècle, en faisant de ce processus de négociations une réussite.

L'heure n'est ni au flou, ni à l'hésitation. Il y a urgence et l'enjeu est bien trop grand. Celui de permettre enfin à chaque pays de financer dignement ses services publics,

son éducation, sa santé, son système social, son développement sa lutte contre le changement climatique. L'enjeu de cette Convention c'est tout simplement de donner à chaque pays, les moyens de financer souverainement son avenir.

Je vous remercie.